

Éléments à prendre en compte pour réaliser une analyse politique d'une problématique

En construisant une hypothèse d'action par rapport à un fait social sur lequel on veut essayer de peser, on détermine *ipso facto* une visée (On cherche à agir sur quoi ?) et une stratégie (Comment envisage-t-on agir ?).

Les stratégies qui peuvent être envisagées sont certes très diverses.

Par rapport à une visée d'**action sur les représentations**, on peut imaginer et espérer transformer ces dernières par une campagne de sensibilisation, par exemple ; par la diffusion d'informations insuffisamment connues ; ou encore par des actions de type culturel, touchant les sensibilités et les affects.

Si la visée porte sur une **transformation des interactions** (par exemple entre groupes habitant un même quartier, ou entre un corps professionnel et une population déterminée comme les jeunes et les chauffeurs de bus, qui ont pu se trouver prompts à une escalade symétrique en raison d'incidents répétés), diverses stratégies de rencontre, d'action réciproque ou commune seront imaginées.

Dans un grand nombre de cas, cependant, ce sera une **stratégie de nature politique** qui pourra être envisagée : on cherchera à ce qu'un cadre légal soit mieux appliqué, par exemple ; on en critiquera un autre (comme les couvre-feux ou les dispositifs techniques qui frappent injustement la jeunesse, pensons aux « mosquitos » qui voulaient empêcher les rassemblements de jeunes) ; on souhaitera qu'un dispositif absent ou un cadre légal nouveau soit créé ou transformé (par exemple la suppression de la pénalisation de la cohabitation pour favoriser les expériences d'habitat collectif).

Les stratégies de nature politique ne sont pas faciles à mettre en place – et ne sont pas, par voie de conséquence, facilement « gagnantes ».

Une des raisons est qu'on tend probablement à sous-estimer l'écart irréductible qui sépare la sphère sociale de l'espace politique.

Pierre Bourdieu parle à juste titre de « champ politique » pour marquer le fait que l'espace politique et les acteurs qui y évoluent obéissent à des règles et des contraintes spécifiques qui ne valent pas d'office dans un autre champ.

Prenons l'exemple du temps.

Le temps social (celui du diagnostic et de l'action par exemple ; celui de la population telle qu'elle affronte des épreuves, connaît des souffrances, éprouve des besoins) n'est pas de même nature que le temps politique. Celui-ci connaît des séquences particulières, plus ou moins propices à l'action : la capacité d'écoute du personnel politique est très différente avant une élection ou juste après qu'une « déclaration de politique » ait scellé un accord de majorité. Il y a des périodes décrétées « suspectes » (juste avant une élection), des « momentum » favorables qu'il ne faut pas rater (lorsqu'une « fenêtre » d'opportunité se présente et rend possible l'adoption d'une loi par exemple). Le temps politique est à la fois long (pour créer ou transformer un dispositif par le droit, le processus incompressible est plutôt long) et court (une législature ne dure que quelques années avant que les élus ne se soumettent à nouveau au verdict des électeurs) ; son rythme peut être très variable, par exemple très accéléré en fin de législature.

Sous-estimer, ne serait-ce que par méconnaissance, le poids spécifique du temps politique peut s'avérer fatal pour la stratégie imaginée : combien d'interpellations tombent à plat parce qu'elles n'ont pas réfléchi au découplage du temps social et du temps politique ?

L'analyse des temps respectifs devrait être un des préalables de la détermination d'une stratégie de nature politique.

Un deuxième exemple concerne l'appréhension même de la réalité.

Dans le monde social, ce qui existe, ce qu'on considère comme « la réalité » est le plus souvent basé sur l'expérience vécue, parfois sur un retour réflexif sur celle-ci.

Dans le champ politique, la réalité repose sur une appréhension moins directe : ce qui existe, c'est ce qui « est mis à l'ordre du jour » des préoccupations politiques.

Cet écart s'explique par l'identité même des agents politiques : ils sont mobilisés, comme le théorise John Dewey, par ce qui excède les transactions d'ordre privé ; par les conséquences, souvent indirectes, que ces conséquences entraînent pour d'autres. L'horizon de l'action politique est ainsi un « intérêt général » qui est à construire en permanence.

La manière dont un élément de réalité peut devenir « politique », c'est-à-dire « être mis à l'ordre du jour » d'une instance politique, est variée : ce peut être la quantité des situations ; leur intensité ; leur exemplarité.

Donnons des exemples.

La **quantité** de jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni aux études, ni à l'emploi, ni en formation (« Not in Employment, Education or Training ») interpelle et conduit les gouvernements à promouvoir une « garantie jeunesse » (qui tarde d'ailleurs à produire ses effets).

L'**intensité** de ce qui est vécu par les jeunes qui n'ont d'autre lieu de vie que la rue peut mobiliser les acteurs politiques du logement.

L'**exemplarité** de la (mauvaise) manière dont nous accueillons les réfugiés, alors que nous sommes prompts à donner des leçons en matière de respect des droits de l'homme, peut susciter une mobilisation citoyenne qui démontre l'inefficacité coupable de l'État.

Mais la manière d'appréhender la réalité qui est « à l'ordre du jour » politique est aussi spécifique.

Dans le champ politique, la réalité est « traduite » selon une orientation dominante, qui fait d'ailleurs l'objet d'intenses luttes politiques. Plusieurs traductions entrent souvent en concurrence et il est fondamental de les repérer, de repérer quels sont les groupes qui en sont les porteurs pour pouvoir interférer.

Nous avons vu par exemple que la définition de la prévention était susceptible d'être très variée (c'est un concept « container » qui produit un consensus trompeur sur l'importance de la problématique). Nous avons vu que les positions pouvaient se structurer, aux extrêmes, autour de deux « traductions » antagonistes :

- pour certains, il s'agit de dissuader pour assurer la sécurité des biens et des personnes (y compris par une « tolérance zéro ») ;
- d'autres avancent qu'il n'y a pas de sécurité sans sécurité d'existence et que c'est celle-ci qu'il faut améliorer.

Tout problème mis à l'ordre du jour politique l'est par l'entremise d'une « traduction » qui est en concurrence avec d'autres.

Pensons à la réforme de notre système d'enseignement : il est très différent de dire qu'il doit s'améliorer pour être à la hauteur des systèmes éducatifs des pays qui nous entourent, et ainsi faire preuve d'excellence, ou de dire qu'il doit produire moins d'inégalités en promouvant une diversité d'excellences, culturelles, sociales et techniques.

Un autre point peut décontenancer dans le champ politique : le fait que les problèmes qui sont adoptés sont définis en fonction des réponses qui sont envisagées (logique de définition réciproque,

ou d'« entre-définition » selon le concept des sociologies de l'innovation). Par apport aux « solutions », le « logement » de la solution dans un niveau de pouvoir (fédéral, communautaire, régional ou communal) et dans un secteur bureaucratiquement défini est essentiel.

Une des règles spécifiques au champ politique est le respect des prérogatives établies (niveau de pouvoir ; domaine bureaucratique).

Les « compétences » ainsi définies sont souvent mal estimées : on place des espoirs là où ils sont impossibles ; on néglige des espaces d'action qu'on ignore.

Les agents du monde social commettent souvent l'erreur d'interpeller celui dont ils sont le plus proches, ce qui ne peut que conduire à des fins de non-recevoir inévitables.

Enfin, l'action politique est toujours collective ; ce collectif est bien souvent plus hétérogène qu'on ne le croit : il suffit de voir la multiplication des plateformes qui prennent aujourd'hui en charge une majorité de problèmes.

Quand on imagine une stratégie de nature politique, on ne doit pas faire l'erreur de la réduire à son intention propre : il faut immédiatement s'interroger sur les alliances possibles.

Le pire en la matière est probablement l'action conçue de manière isolée et qui mélange de façon trop peu réfléchie les registres : action sur les représentations ; action sur les interactions ; « interpellation » politique.

Une batterie de questions déterminantes

Pour faciliter l'analyse politique et la prise en compte de l'écart qui sépare de manière irréductible le champ social et le champ politique, cette liste de questions élémentaires peut probablement aider.

Nous les avons volontairement centrées sur l'essentiel.

Ces questions sont rédigées par rapport à une politique existante. On peut aisément les transformer pour les faire porter sur une politique à créer ou à transformer.

- Comment est-on passé de la sphère vécue à la sphère publique ? Avec quelle prise en compte du temps politique ?
- Comment le problème particulier a-t-il été traduit en problème général ? Comment pourrait-il ou aurait-il pu l'être ? Quelles étaient les traductions concurrentes possibles ?
- Comment la question sociale a-t-elle été reformulée en termes politiques ? Qui a effectué cette reformulation ? Avec quelle participation ?
- Quel rapport a été construit entre « problème » et « solution » (niveau de pouvoir, domaine bureaucratique) ?
- A quel(s) niveau(x) de pouvoir la solution choisie a-t-elle été mise en œuvre ? (Concurrence entre les différentes politiques menées ? Financement ?)
- Quelles connexions sont prévues avec d'autres secteurs ou acteurs ?
- Qui a participé au processus de choix et fait triompher la solution retenue ?
- Quels sont les protagonistes de la réponse adoptée ?
- Quels sont les alliés connectés ou à connecter ?

Pour en savoir plus

Le mouvement d'éducation permanente *Les équipes populaires* a publié une analyse de ce que peut le niveau de pouvoir communal. Il s'agit d'un bon exemple d'étude des prérogatives.

<http://www.equipespopulaires.be/wp-content/uploads/2018/09/c7-2018.pdf>

Dans l'ouvrage *Le travail social de rue, Entre luttes, résistances et mobilisations*, publié chez l'Harmattan en 2017, E. de Boevé et J. Blairon donnent des exemples variés d'actions politiques initiées à partir d'un travail de rue.